

# La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Mensuel d'information - Septembre 2010 - n° 133



*Débat du mois :*

## « Le temps de l'Afrique »



enda

Éditorial

### Nouvelles dynamiques de conflits en Afrique

La convergence de deux dynamiques de conflits, par la pénétration de la région sahélo-saharienne par des groupes se réclamant d'un islamisme politique et par l'utilisation du continent africain, notamment sa partie occidentale, comme nouvelle route du trafic international de la drogue de l'Amérique du Sud vers l'Europe, est de nature à bouleverser en profondeur la situation politique, économique, sociale, culturelle et religieuse du continent africain.

Chacune de ces dynamiques est porteuse de ses propres caractéristiques et implications. Les activités de groupes islamisant divers, notamment celles d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) font de la région sahélo-saharienne un enjeu stratégique majeur, en passe de supplanter en importance, par son extension géographique, ses implications économiques, commerciales et énergétiques, et le nombre de pays concernés, la zone pakistano-afghane. Deux lectures dominantes de cet enjeu stratégique sont en train d'émerger tant dans les chancelleries que dans les médias occidentaux : la prédominance du facteur militaire et sécuritaire sur la question du développement et même de la démocratie, et la perception d'un nouveau terrain idéologique de conflit des civilisations opposant notamment l'Islam à l'Occident. Ces lectures se traduisent, comme en Afghanistan, par deux changements politiques majeurs dans les pays concernés : la réorientation stratégique et la formation des forces armées nationales vers le combat contre ces groupes externes et la surveillance des mouvements et congrégations musulmanes internes, tant dans leurs activités sociales que dans leur formation théologique. Ces choix politiques fondamentaux, essentiellement déterminés par des visions géostratégiques externes, imposés aux gouvernements concernés aboutissent, non seulement à la « délégitimation » politique de ces gouvernements par rapport à leurs populations mais surtout à reléguer l'impératif démocratique et le respect des Droits de l'Homme à une priorité secondaire. Un processus de « conflictualisation » interne profonde des sociétés est, en conséquence, mis ainsi en branle.

La stratégie des cartels sud-américains de créer en

Afrique de l'Ouest de nouvelles routes de la drogue, moins surveillées, vers l'Europe occidentale et orientale, mise en place de longue date, a instrumentalisé en profondeur les conflits politiques et militaires internes dans les pays de la région, notamment au Liberia et en Sierra Leone par la fourniture aux divers acteurs de ces conflits, gouvernements comme mouvements de rébellion, des armes, des ressources financières directes ou à travers le trafic interne de la drogue, nécessaires à la poursuite de leurs objectifs propres. Ces conflits militaires internes et interrégionaux ont servi de paravent à la mise en place des nouveaux circuits de la drogue. La prise de conscience tardive de cette stratégie a retardé la mesure de la profondeur et de l'ampleur des secousses induites par la longue pénétration de la culture de la drogue et la mise en place des structures matérielles, humaines et logistiques de ces nouvelles routes. Les bouleversements s'articulent autour de deux marqueurs du trafic de drogue : la disponibilité de masses monétaires considérables et l'utilisation systématique de la violence extrême. Ils portent sur des secteurs fondamentaux des sociétés concernées : corruption, notamment des pouvoirs politiques, perversion du processus démocratique, développement d'une culture de violence et déstabilisation du système économique et monétaire, etc.

Ces deux dynamiques de conflit se trouvent à l'heure actuelle dans un processus de convergence d'intérêts objectifs et de services réciproques dicté par deux tendances lourdes : l'approvisionnement en armes et la disponibilité de ressources financières importantes, pour les groupes comme AQMI, et la garantie de routes et circuits de transport de la drogue pour les cartels et narcotrafiquants.

Le continent africain, notamment sa partie occidentale et centrale, est donc entrain de basculer dans des dynamiques de conflits, profonds et durables qui par leur nature échappent au contrôle et aux possibilités des gouvernements de la région et sont de nature à, mais le pire n'est jamais sûr, bouleverser dans la longue durée tous les secteurs des sociétés concernées. ■

**Doudou Diene**



Jean-Michel Severino © CADE

## « Le temps de l'Afrique »

**L**es auteurs, **Jean-Michel Severino**, ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD) et **Olivier Ray**, chercheur au département de la stratégie de l'AFD, sont venus expliquer pourquoi ils ont écrit ce livre-document, dont ils espèrent faire partager la nouvelle image de l'Afrique subsaharienne qu'il apporte.

**Ousmane Blondin Diop**, diplomate, membre de la délégation du Sénégal auprès de l'UNESCO, fera entendre la voix des Africains.

A l'ouverture de cette première rencontre débat de l'année 2010 / 2011, **Jean-Loïc Baudet**, président de la CADE, présente l'orateur, **Jean-Michel Severino**, « homme d'expérience, d'action et de réflexion », qui a consacré toute sa carrière au développement, à la Banque mondiale, à la Coopération, puis à l'Agence Française de Développement (AFD), qu'il a dirigée pendant 9 ans. En commençant, ce dernier précise que « Le Temps de l'Afrique », a été écrit à quatre mains, avec Olivier Ray.

Il y a presque 4 ans, lorsque tous deux ont commencé à y penser, ils avaient été frappés par le considérable décalage entre ce qu'ils vivaient du continent africain au sud du Sahara dans leur expérience professionnelle et l'image que leur renvoyaient les collègues, les médias, le secteur privé, les amis... C'était un regard compassionnel. Eux, par contre, conservent le souvenir d'avoir participé à une aventure extraordinairement dynamique.

Depuis 10 ans les taux de croissance sont de l'ordre de 6 %, avec un redémarrage relativement rapide après la crise. Dans leur entourage, ce chiffre paraît aussi naturel que la désespérance des années 80/90, comme si, en Afrique, il s'agissait de phénomènes mystérieux de l'ordre du surnaturel. Après avoir analysé les causes de la décroissance passée et de la croissance actuelle, ils sont convaincus que le XXIème siècle sera le « temps » de l'Afrique.

Son exposé s'articulera en trois parties : pourquoi une croissance rapide, pourquoi il pourrait ne pas y avoir de croissance, les partenaires anciens et nouveaux.

### ► Une croissance rapide

Trois raisons expliquent la croissance. La première, au risque d'être provocateur, est que l'ajustement structurel a réussi. Son objectif était de rétablir les équilibres macroéconomiques : or ces équilibres sont rétablis. L'inflation a baissé, les taux de change sont bien situés, la dette est formidablement réduite, les balances commerciales et des paiements redressés.

La seconde raison est que les prix des actifs sont élevés et le resteront. L'Afrique est la première ou la seconde détentrice mondiale de ces actifs : le pétrole, les matières premières, l'air (le carbone), les sols (les deux tiers des terres disponibles), les sous-sols, la biodiversité. Leurs prix pèseront sur les croissances économiques des pays consommateurs. Cette situation se traduit par une réalité stupéfiante : les termes de l'échange se sont redressés. Cela est lié à un phénomène « métasocial », qui durera au moins cent ans. La planète va compter 9 milliards d'habitants, elle s'enrichit donc et a besoin de toutes ses ressources.

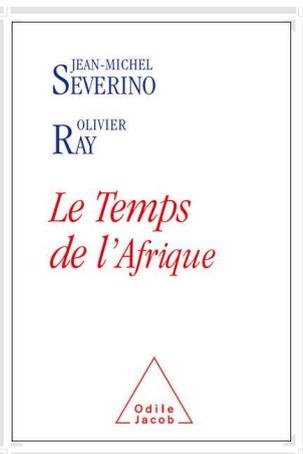
### ► Le peuplement

La troisième raison est démographique. La moitié de l'accroissement du

peuplement planétaire sera en Afrique où la population atteindra entre 1,8 et 2,3 milliards aux environs de 2050. C'est généralement une mauvaise nouvelle : des charges supplémentaires, des bouches à nourrir. Le peuplement se déroule en trois phases et présente des avantages ou des inconvénients, selon le rapport actifs/inactifs. Au début, les inactifs ont l'avantage (forte natalité, peu de main d'œuvre). C'était la situation de l'Afrique jusque dans les années 90. Dans la seconde phase, appelée le dividende démographique, la natalité diminue, mais la population continue à progresser et il n'y a pas encore trop de vieux. Le rapport est donc favorable aux actifs. C'est le « moment » de l'Afrique aujourd'hui et jusqu'en 2100/2150. Troisième phase enfin, le nombre d'inactifs augmente, tandis que la natalité baisse. C'est la situation de l'Europe et aussi de la Chine. Dans l'histoire de l'humanité, les périodes de croissance correspondent toujours au dividende démographique. Celui-ci ne suffit pas, mais il est indispensable.

Par ailleurs, selon l'espace dont dispose le peuplement, la densité de la population variera et les conditions de la croissance seront réunies ou pas. En Afrique les densités moyennes sont de 35 habitants au kilomètre carré (hab/km<sup>2</sup>). Mais la moitié du continent n'étant pas habitable, les densités moyennes approcheront rapidement les 150 à 170 hab/km<sup>2</sup>, soit plus qu'en Europe et sans dépeupler les campagnes.

Le peuplement joue aussi sur la relation ville/campagne. Plus de 40 % de la population africaine vit en ville, 70 % en 2070. On y déplore la pauvreté et l'atrocité des conditions de vie mais on y constate aussi l'augmentation de l'espérance de vie et des revenus, sans laquelle les gens n'y viendraient pas. Cette augmentation de la densité favorise la croissance, comme on l'a constaté en Europe, lors de la révolution industrielle. A la différence des dernières décades, les villes africaines vont devenir suffisamment importantes pour constituer un marché valable pour le paysan. Il pourra vivre en les nourrissant et elles trouveront alors à se ravitailler sur place, permettant de réduire les importations alimentaires.



que de pleine expansion. Or l'Afrique se lance dans l'exportation ... en période de crise. Il faut donc chercher un marché ailleurs.

Cette recherche d'un marché intérieur est la seconde raison, éventuelle, de décroissance. Car à part le Nigeria, l'Ethiopie et

peut-être l'Afrique du Sud, la taille des Etats ne leur permet pas de constituer un marché suffisant pour une industrialisation. La coopération régionale devient impérative, mais ce n'est pas plus facile qu'en Europe ! La création de marchés intérieurs est donc complexe. Elle suppose la mobilisation de tous les partenaires, y compris étrangers.

Or, depuis vingt ans, toutes les institutions financières internationales, les Etats et leurs organismes spécialisés ont axé leurs prescriptions de politique économique sur la mise en place d'incitations export, alimentaires et industrielles. Parmi elles l'industrie textile. Il fallait alors restructurer des industries nationales qui n'étaient effectivement plus compétitives, avant d'ouvrir les marchés intérieurs. Mais on a fait l'inverse et l'industrie textile africaine s'est effondrée. Il faut donc reconstruire ce qui existait il y a trente ans, car il est difficile de concevoir une industrialisation rapide sans le textile. C'est un nouveau défi.

Troisième source de problèmes : le prix des actifs. Partout, les pays producteurs sont susceptibles d'être atteints par le « syndrome hollandais » : la rente tue le dynamisme humain et économique. Lorsque les gisements sont épuisés, la rente disparaît. C'est déjà le cas en Afrique où la décapitalisation a commencé dans certains secteurs. L'érosion des sols, leur fragilité, le foncier et les compétitions qu'il génère, un environnement intertropical plus sensible aux phénomènes naturels extrêmes, accélèrent ce processus. Pour compenser cette décapitalisation, il faut

draît une croissance de 8 à 10 % par an. Tout ceci n'est pas une fatalité, mais on voit les difficultés et les exigences auxquelles il faut faire face.

La quatrième possibilité de décroissance est l'instabilité politique africaine, qui est normale et fatale dans son contexte. « Il serait absolument stupéfiant qu'il n'en soit pas ainsi ». J.-M. Severino évoque alors un scénario catastrophe. Si la France connaissait la progression démographique que subit l'Afrique depuis les indépendances, que se passerait-il ? Nous serions aujourd'hui 240 millions dont 60 millions d'étrangers et nous serions, dans 40 ans, 420 millions, dont 120 millions d'étrangers. Serions-nous en république ? Aurions-nous connu la paix publique ? Comment gérer les modalités d'occupation des sols ? Tenir un tel rythme sans conflits, ni régimes autoritaires est de l'ordre de l'impossibilité sociologique.

En Afrique, ce n'est pas une hypothèse mais la réalité. Elle va devoir faire son unité régionale avec des Etats de constitution récente, accueillir des communautés allogènes, car ce sera une Afrique en marche. Les populations du Sahel descendront sur les côtes ; celles de l'Ouest iront vers l'Est ; du Nord vers le Sud. Les enjeux politiques seront élevés, il y aura des risques accrus de conflits, vraisemblablement pas inter étatiques d'abord, mais plutôt intra étatiques. Ces tensions ont déjà éclaté au Kenya et en Côte d'Ivoire, deux cas d'école pathétiques, pour des raisons similaires, sans que leur croissance accélérée ait pu influencer dans un sens ou dans l'autre.

Le cinquième facteur de risque est que les politiques économiques peuvent changer. Pas au niveau des grands choix de principes, mais dans la réalité. Il n'est pas donné que la sagesse macro économique récente continue. D'autres priorités pourraient être retenues. On retrouverait alors les trappes à pauvreté bien connues.

### ► Les stratégies des nouveaux partenaires

Il faut maintenant voir comment se

Tous ces éléments expliquent bien la croissance. Mais ... . Il y a six ou sept ans, le chef économique de la région Afrique à la Banque mondiale, dans un excellent article, a mis en avant que toutes les périodes d'expansion africaine ont été suivies de périodes d'effondrement. Il y a donc deux thèses sur la croissance africaine : durable ou pas.

### ► Les risques de décroissance

Il se pourrait effectivement que les facteurs de croissance, qui viennent d'être analysés, ne produisent pas les effets escomptés. Il y a cinq raisons pour une possible « décroissance » ou une croissance stérile. L'ajustement structurel en premier. Il a eu les bons effets précédemment décrits. Toutefois « 20 années d'ajustement structurel ont laissé les Etats exsangues, ont laminé les capacités administratives. Des coupes profondes ont été pratiquées dans les budgets sociaux » « Les institutions ont, de fait, pris 20 ans de retard. » On est tenté de comparer avec l'Asie. Il y a trente ans, les administrations asiatiques n'étaient pas meilleures qu'en Afrique. Mais depuis, des économies et des services publics sophistiqués ont fondé une croissance axée sur l'exportation ... à une épo-

positionnent la France, l'Europe, le monde occidental, la Chine, les Indiens, les Brésiliens face à cette nouvelle Afrique. La Chine sera choisie comme l'archétype des nouveaux acteurs, encore isolée car très différente des autres.

Le monde chinois, très diversifié avec parfois des antagonismes, regarde lucidement les atouts et les handicaps du partenaire. La Chine est dépendante de l'Afrique pour ses ressources minérales, pétrolières et alimentaires. Puisqu'elle achète, elle vend et investit. La Chine est le premier client, le second fournisseur et ses investissements progressent. Au plan politique, elle a mis au point un système d'aide au développement, complet et global, sans se préoccuper de la politique menée par les Etats africains.

### ► Un voisin incontournable

Dans tous les cas l'avenir de l'Afrique nous concerne, en problèmes ou

en potentiels. Si l'Afrique échoue, pas de potentiel, il n'y aura que des problèmes, avec 2 milliards de personnes en situation d'échec aux portes de l'Europe. Si elle réussit, il faudra voir quel mode de développement elle choisit. Elle va se construire ou bien contre nous (gestion des flux migratoires, attitude face aux entreprises), ou bien avec nous (opportunités de marchés, partenariats géopolitiques ...). Pour en tirer parti, il faudra abandonner l'état d'esprit qui a conduit à l'ajustement structurel. Durant 30 ans, l'Afrique a été considérée comme pauvre, animiste, sous-performante économiquement, avec un lien post-colonial indéfectible, fondé sur le partage de la langue. Pour l'aider, la France, l'Europe apportaient en fait un développement compassionnel et la bonne gouvernance.

Or l'Afrique a changé. C'est un continent actif, plein de ses formidables capacités, qui pour le religieux

va voir ailleurs et pour les partenaires aussi. En effet les Africains ont trouvé un partenaire super performant qui les fascine. Les liaisons aériennes avec Pékin se multiplient, les politiques, les hommes d'affaires sont conquis. La corruption ne gêne pas. On ne fait pas de charité, on va faire des affaires. En face, quelles stratégies sont élaborées par la France et l'Europe ? Rien, le désert, un grand vide intellectuel provoqué par l'ombre portée de cet ajustement structurel.

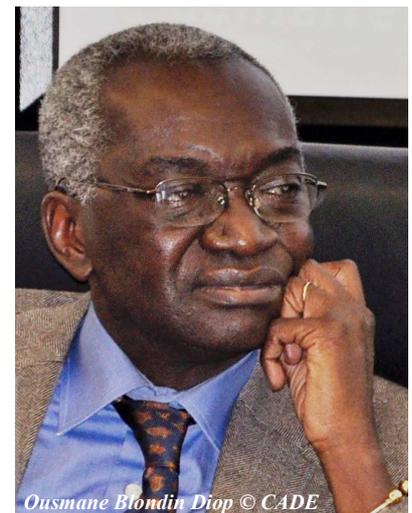
Seule note d'espoir aujourd'hui : le secteur privé. Normalement à l'affût d'opportunités et de marchés, il se retrouve avec les Chinois comme acheteurs, comme fournisseurs, comme co-investisseurs. Sans complexe, car en partie ces entreprises chinoises sont d'ailleurs des filiales des grandes industries françaises et européennes. ■

## Les interrogations des Africains

A travers « ce livre alerte dans l'esprit », **Ousmane Blondin Diop** a vu une « forte générosité pour l'Afrique ». Sa première réaction est de s'interroger sur ce que signifie le mot « temps » dans le titre. Est-ce une ère nouvelle qui s'ouvre ? Est-ce l'heure, mais de quoi ? L'Afrique a-t-elle atteint une étape de référence ? Est-ce l'éveil de l'Afrique ? Dans le corps de l'ouvrage, il est question de « rattrapage économique ». Or la situation économique africaine ne peut être globalisée, car la mondialisation ne se vit pas partout de la même façon. Certaines régions sont au début de leurs contacts avec la modernité, ailleurs c'est déjà New-York et internet. Il faut donc apprécier les résultats économiques de façon micro et pas seulement macro. L'une des conditions pour que la croissance dure est que tous y gagnent. Or dans le système actuel, on a l'impression que la mondialisation bénéficie à quelques-uns et pas à tous et que ses effets entraînent un très fort déséquilibre entre les continents.

Après l'heure des Indépendances, c'est l'heure des bilans. Le regain d'intérêt des pays anciennement puissants et des nouveaux pays émergents donne l'impression que l'Afrique va vers une destination qu'elle n'a pas choisie et qu'elle est portée par l'extérieur. Est-ce une revanche sur son passé colonial, le bilan d'une décolonisation mal digérée, la rupture avec les années de mauvaise gestion ? Ou est-ce le temps, plus radieux, d'une renaissance ? Pour les sociétés civiles, il est sûr que nous sommes pris entre un nouveau colonialisme, qui ne dit pas son nom, et un abandon de l'Europe, de la France pour les francophones. En fait, l'Afrique se débrouille dans le monde, mais elle n'est pas acteur de son destin.

Le côté novateur du livre est la démographie. En tant que gestionnaires de ces pays, il faut craindre que lorsqu'il y aura la croissance et le peuplement, nous n'aurons peut-être pas les moyens de faire face aux deux : les infrastructures, les services so-



Ousmane Blondin Diop © CADE

ciaux, l'éducation risquent de manquer.

Avec l'ajustement structurel, un modèle de démocratie, plus ou moins formelle, a été finalement accepté par tous. Les Européens nous ont apporté la démocratie sans nous faire bénéficier des valeurs qui vont avec. C'est ainsi que les Droits de l'Homme étant universels, O. Blondin Diop, n'admet pas que ceux applicables en Europe ne le soient pas en Afrique.

Démocratie et développement ? En Afrique, nous n'avons pas su mettre en place, en même temps que la

démocratie politique, des institutions - municipalités, communautés rurales, cadres économiques - suffisamment stables, fortes et légitimes, pour assurer la durabilité de la démocratie. C'est pourquoi la démocratie économique et sociale est

plus importante que la politique.

Enfin dernière interrogation : comment sortir de la mentalité du colonisé ? Cela concerne les élites et les masses, de telle sorte qu'un Africain, libéré de cette chape, puisse

aborder son avenir avec confiance, sans complexe. Pour qu'un projet de développement réussisse, il faut que les gens se l'approprient. Pour cela ils doivent être informés et le projet doit épouser les contours et les valeurs de la société. ■

## LE DEBAT

En introduction, **Georges Courade** souligne quelques points traités dans le livre et effleurés dans l'exposé : la diversité des Afriques, l'aide publique, l'urbanisation avec jardins, la nécessaire innovation pour mettre en valeur les ressources, grâce à la recherche.

Les sujets abordés par les auditeurs témoignent de leurs centres d'intérêt : les modèles de développement asiatiques et autres ; l'environnement ; la vente des terres ; le dynamisme africain ; les valeurs culturelles ; les APER de l'Union européenne, le NEPAD ; l'Afrique du Sud ; le Sida ; la « colonisation » chinoise ; la mobilisation des ressources internes ; les relations avec l'Amérique du Sud.

### ► L'ivresse de la liberté

**Olivier Ray** intervient en répondant sur plusieurs domaines. Le livre ne veut pas entrer dans le débat afro-optimisme /afro-pessimisme. Il met en lumière les défis et les opportunités. Dans leur équilibre précaire, l'aide publique au développement peut jouer un rôle fondamental en faisant pencher la balance du bon côté et en se concentrant sur les goulots d'étranglement : environnement, politiques publiques économiques, investissements en infrastructures. Quel « temps » ? C'est celui où sont réunies les possibilités d'une croissance endogène. C'est aussi l'heure d'une seconde indépendance. Les trois tutelles successivement imposées : politique pendant la colonisation, militaire en 1960 à cause de la guerre froide, financière en 1990 avec l'ajustement structurel, tendent

à disparaître dans les années 2000. C'est l'ivresse de la liberté pour les hommes, pour les décideurs subsahariens, qui ont à choisir les modes de gestion d'une trajectoire compliquée.



Olivier Ray © CADE

Au plan culturel, les auteurs ont voulu balayer les thèses culturalistes, qui, il y a 50 ans, condamnaient l'Asie à la misère, à cause de Confucius, et qui aujourd'hui trouvent, chez le même Confucius, les causes de la croissance. La culture n'est pas figée, elle est dynamique et évolue avec son

temps. Il en sera de même en Afrique.

La démocratie ne s'impose pas par le haut ni de l'extérieur, comme on le craignait. Elle arrive par le bas, par le combat permanent de la société civile.

Quant aux « modèles de développement », beaucoup ont échoué parce que plaqués et inventés ailleurs. Aujourd'hui les professionnels constatent qu'ils sont orphelins de modèles standards. Il faut co-inventer de nouveaux modèles, un travail à faire ensemble, pays industriels et pays du Sud.

En conclusion, une interrogation : quelle sera l'attitude des gouvernements français et européens, vis-à-vis de la métamorphose du sous-continent, où un Africain sur deux a moins de 25 ans ? C'est porteur d'un dynamisme difficile à mesurer pour nos sociétés vieillissantes. Continuer avec l'Afrique connue ou se brancher du côté de la société civile, des

acteurs économiques qui émergent, des jeunes, voilà le choix. Les Américains investissent déjà dans des programmes destinés à repérer les jeunes leaders. Les réseaux européens en Afrique n'ont même pas l'âge médian des Africains : c'est un problème.

### ► Pas de liens formels entre ...

**Jean-Michel Severino** prend la suite et répond brièvement à quelques questions.

Dans le livre, l'Afrique est présente dans sa diversité, en fonction de la croissance économique des régions. Pour l'avenir cette diversité s'accroîtra avec une complexification culturelle. Il n'y a pas de lien formel entre une bonne politique et de bons résultats, qui peuvent être liés à un contexte géographique particulier. Comment les Africains se perçoivent-ils dans le monde ? On ne le saura sans doute pas, car il n'y aura jamais une opinion publique moyenne africaine. Démocratie et corruption ne sont pas liés, ni ensemble ni séparés. Le niveau de scolarisation et le succès économique ne le sont pas davantage : la Corée était très scolarisée et la Thaïlande pas, or ces deux pays ont réussi.

A propos de l'attrait des terres agricoles, il n'y a aucune coordination, c'est la curée. Mais ce n'est pas, a priori, scandaleux. Un pays peut être déficitaire sur le plan alimentaire et connaître la croissance, c'est le cas de la Chine.

Les relations avec l'Amérique du Sud sont faibles, mais le Brésil n'ayant pas de besoin et n'ayant pas d'excédents à exporter, elles dureront surtout sur le plan politique et culturel. ■

**Robert Ginésy**

*Jean-Michel Severino, Olivier Ray.*  
« Le Temps de l'Afrique ». *Odile Jacob*

### Africain, le prochain Einstein ? AIMS-Sénégal prêt à relever le défi !



Mamadou Sangharé © .M. S. - UCAD

**A** quand un Africain lauréat d'un prix Nobel scientifique ? Légitime, cette question resurgit chaque année, courant octobre, au moment même où sont annoncés les lauréats de ce prix dans les trois grandes disciplines scientifiques que sont la physique, la chimie et la médecine. Depuis 1901, année au cours de laquelle ces prix furent remis pour la première fois, aucun scientifique africain en effet n'a reçu cette prestigieuse récompense. En mathématiques, où la médaille Fields, décernée tous les quatre ans, récompense les meilleurs mathématiciens de la planète, le constat est quasiment identique puisque, excepté l'Africain du Sud Richard Even Borchers, lauréat en 1998, aucun mathématicien de ce continent n'a reçu cette médaille. D'où l'Initiative Next Einstein, lancée en 2008 par l'African Institute for Mathematical Sciences (AIMS), dont la mission est de créer et de financer un réseau de quinze instituts d'enseignement supérieur, avec pour objectif de dispenser une formation scientifique prédoctorale de très haut niveau destinée aux étudiants africains. L'institut AIMS-Sénégal s'inscrit dans cette Initiative.

« En affichant pour objectif l'émergence d'un Einstein africain, nous démontrons notre volonté de cibler les plus hauts niveaux d'accomplissement intellectuel tout en soulignant notre conviction que des talents d'un grand potentiel sont aujourd'hui gaspillés en Afrique », explique le cosmologiste sud-africain Neil Turok, actuellement directeur de l'Institut Perimeter au Canada, fondateur et président de l'AIMS et de l'Initiative Next Einstein. « Notre expérience du Cap nous permet d'affirmer, qu'à travers la création de ce réseau, nous découvrirons une multitude de jeunes Africains dotés d'un véritable génie créatif, qui après leur passage à AIMS, deviendront d'excellents professeurs et chercheurs, capables de produire des avancées révolutionnaires non seulement dans le champ de la science, mais aussi dans les domaines de l'économie ou de la politique », ajoute-t-il.

Rappelons que c'est en 2003 qu'a été fondé l'AIMS. Situé à Muizenberg, près du Cap, en Afrique du Sud, cet institut d'enseignement supérieur indépendant, financé par le gouvernement sud-africain et de nombreuses entreprises privées, et parrainé par plusieurs universités dont celles de Cambridge, Oxford et Paris-Sud Orsay, dispense une formation scientifique prédoctorale de haut niveau à des étudiants sélectionnés sur tout le continent africain et pris en charge à 100% pour toute la durée du cursus. Plus de 200 étudiants à ce jour, dont un tiers de filles, venus de 30 pays d'Afrique, ont suivi le programme de formation de cet établissement dont l'originalité est d'être dispensé par les meilleurs mathématiciens, physiciens, statisticiens et informaticiens qui se succèdent par périodes de trois semaines. « Il s'agit de développer les connaissances mais aussi l'esprit d'initiative et l'aptitude des étudiants à appréhender et résoudre des problèmes par eux-mêmes », souligne la direction de cet établissement.

#### ● Après le Nigeria, le Sénégal

Nommé Centre d'Excellence par l'Union Africaine (UA) et par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), l'AIMS connaît un tel succès qu'à la demande de ses partenaires en Afrique il décide en 2008 de lancer l'Initiative Next Einstein dont l'objectif est de créer un réseau constitué de quinze instituts du même type dans un délai de dix ans. Précisons que s'il recrutera ses étudiants sur l'ensemble de l'Afrique, chaque institut du réseau, qui en aucun cas ne se substituera aux universités africaines, devra néanmoins se spécialiser dans une ou plusieurs disciplines scientifiques particulières, de façon à répondre aux besoins nationaux. Ainsi, dès juillet 2008, un premier institut, AIMS-Abuja, a ouvert ses portes au Nigeria. Fruit d'un partenariat entre l'AIMS et l'Université Africaine des Sciences et de la Technologie (AUST) - celle-ci étant née d'un projet initié par la Banque Mondiale et cofinancé par la Banque Africaine de Développement et le gouvernement nigérian - ce centre universitaire dédié aux mathématiques et à l'informatique dispense un enseignement orienté sur le génie civil. Il inclut non seulement le génie pétrolier, enseigné dans le cadre d'une formation dispensée en lien avec l'Institut du Golfe de Guinée, mais également les sciences des matériaux et les sciences informatiques.

Après le Nigeria, le Sénégal est le deuxième pays à avoir décidé de se lancer dans cette aventure. « Nous avons reçu le soutien du Président Abdoulaye Wade, chef d'Etat du Sénégal, qui a apporté une participation d'un million d'euros au projet et nous a donné un terrain d'une superficie de 4 hectares pour implanter ce nouvel institut », déclare le Professeur Mamadou Sangharé, Directeur de l'Ecole doctorale de Mathématiques et Informatique à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar

(UCAD) et membre fondateur, avec le Professeur Vincent Rivasseau, de l'Université Paris-Sud Orsay, d'AIMS-Sénégal. Entré récemment au conseil d'administration de l'*Initiative Next Einstein*, ce mathématicien réputé, qui dirige également le Laboratoire d'Algèbre, de Cryptologie, de Géométrie Algébrique et Applications (LACGAA) au sein de l'UCAD, se félicite également de la participation du Canada à ce projet. « Nous souhaitons que la France, qui est une puissance importante au plan scientifique et abrite une des trois ou quatre grandes écoles mathématiques de réputation mondiale, à laquelle, nous mathématiciens sénégalais, nous devons beaucoup, s'implique pleinement dans le projet AIMS-Sénégal », estime-t-il.

### ● AIMS-Sénégal : opérationnel à la rentrée 2011

C'est à M'Bour, une ville d'environ 180 000 habitants située à quelque 80 kilomètres de Dakar, à proximité de la réserve écologique expérimentale de l'Institut de Recherche et Développement (IRD), que sera implantée AIMS-Sénégal. « Nous souhaitons en effet encourager à tous les niveaux le recyclage et la lutte contre le gaspillage afin que les futurs dirigeants qui y seront formés soient sensibilisés à ces problèmes dont peut dépendre le futur de l'Afrique et du monde », souligne le mathématicien sénégalais. Juxtant l'IRD, « un partenaire majeur de notre projet », AIMS-Sénégal sera bien entouré puisque l'Académie des Sciences et Techniques du Sénégal, et deux instituts de l'UCAD, l'Institut de la Pêche et l'Institut de Santé, devraient s'installer également sur ce site. En principe, la construction des bâtiments doit commencer dans le courant de l'automne. « Notre souhait est que l'institut soit opérationnel pour l'année universitaire 2011-2012 ».

Dispensée en deux ans, la formation proposée par l'institut couvrira toutes les sciences, de l'informatique et à la physique, à la chimie ou la biologie, avec en particulier des cours illustrant les applications des mathématiques à l'économie, la démographie, l'épidémiologie ou encore la climatologie. « La mathématique est une langue avec sa grammaire et sa syntaxe. Mais aussi belle soit-elle, une langue n'est utile que si elle est parlée, d'où l'application de cette mathématique à différents domaines. C'est la raison pour laquelle je préfère parler de mathématiques et applications plutôt que de mathématiques appliquées », explique ce chercheur qui, tout au long de sa carrière, a toujours su orienter une partie de ses travaux théoriques vers les applications potentielles. Les disciplines expérimentales ne seront pas absentes du programme de l'institut et pourront être enseignées via Internet ou l'aide de la simulation numérique.

Innovante, la pédagogie de l'établissement de M'Bour s'inspirera évidemment de celle qui est pratiquée en Afrique du Sud. Ainsi elle alternera cours le matin et travaux dirigés ou ateliers l'après-midi, avec des devoirs réguliers, « le tout dans un climat de coopération cons

### Google verse 2 millions de dollars à l'AIMS

Pour célébrer son dixième anniversaire, Google avait décidé de lancer un immense brainstorming parmi les internautes du monde entier afin de débusquer l'idée susceptible de changer le monde. Sur les 150 000 idées émises par des milliers de personnes dans plus de 170 pays, la firme de Mountain View a retenu 16 finalistes. Fin septembre, les 5 lauréats de cette opération baptisée « Projet 10<sup>100</sup> » ont été dévoilés. Parmi eux, l'African Institute for Mathematical Sciences (AIMS), qui va ainsi recevoir 2 millions de dollars afin de financer l'ouverture d'autres instituts AIMS dans le cadre de l'*Initiative Next Einstein*.

tante et de détente entre les professeurs, les étudiants et les tuteurs », souligne le professeur Mamadou Sangharé. Des stages de fin d'études clôtureront ce programme à la fin duquel les étudiants recevront un diplôme de niveau Master, « des étudiants de toute l'Afrique parmi lesquels les Sénégalais ne devront jamais être majoritaires », précise-t-il. Ces Masters devant répondre à une demande sociétale, ils ne seront pas figés bien au contraire, leur thématique pouvant changer d'une année à l'autre. En outre, ils devront venir en complément des Masters déjà proposés par les universités africaines et non les concurrencer.

### ● Nécessité de développer des centres d'excellence en Afrique

Parallèlement, à ce volet enseignement, l'institut abritera aussi un centre de recherche en mathématiques où des chercheurs européens et américains pourront travailler, par périodes, contribuant ainsi à l'émergence d'un « climat intellectuel », nécessaire à la réflexion et à la créativité du futur « Einstein africain ». « Pour percer au niveau mondial dans une discipline comme les mathématiques il faut avoir une école, une tradition, comme il en existe en particulier en France, en Russie ou aux Etats-Unis. Il est donc nécessaire pour l'Afrique de développer des centres d'excellence », estime le mathématicien russe Maxim Kontsevich. Lauréat de la médaille Fields (1998) et du prix Crafoord (2008), il soutient le projet AIMS-Sénégal aux côtés notamment des mathématiciens Alain Connes, professeur au Collège de France, également lauréat de la médaille Fields (1982) et du prix Crafoord (2001), et Cédric Villani, directeur de l'Institut Henri Poincaré, lauréat de la médaille Fields cet été, de même que le physicien Claude Cohen Tannoudji, prix Nobel de Physique (1997). « C'est un magnifique projet et un extraordinaire challenge », s'enthousiasme le Professeur Mamadou Sangharé. ■

**Jean-François Desessard,**  
*Journaliste scientifique*

Contact : Mamadou Sangharé  
Courriel : [mamadou.sanghare@ucad.edu.sn](mailto:mamadou.sanghare@ucad.edu.sn)

# Mathématiques : agir pour développer le très fort potentiel que recèle l'Afrique

**D**irecteur de l'Institut Henri Poincaré (IHP) et Professeur à l'École Normale de Lyon, le mathématicien Cédric Villani a reçu la médaille Fields en août dernier lors du traditionnel Congrès de l'Union Mathématique Internationale qui se déroule tous les quatre ans. Remarquable mathématicien selon ses pairs, il a une grande connaissance de l'histoire de sa discipline et s'implique pleinement dans son administration. Il nous livre ses réflexions sur l'Initiative Next Einstein de l'African Institute for Mathematical Sciences (AIMS).

Propos recueillis par **Jean-François Desessard**.



Cédric Villani © Pierre Maraval

**Jean-François Desessard** - Quel regard portez-vous sur les mathématiques en Afrique et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest ?

**Cédric Villani** - L'Afrique est de loin le continent où les mathématiques sont le moins développées. Les mathématiciens africains représentent en effet aujourd'hui une petite communauté dont certains ont été formés par ce qu'il est permis d'appeler l'école française de mathématiques. Ainsi, plusieurs professeurs et responsables de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) ont été élèves de mathématiciens français de renom comme Jacques-Louis Lions et André Lichnerowicz (*note du rédacteur* : c'est le cas du Professeur Souleymane Niang, récemment décédé, mathématicien réputé et ancien recteur de l'UCAD). On peut donc affirmer qu'il existe comme une sorte d'esprit qui subsiste au Sénégal et dans toute cette partie de l'Afrique de l'Ouest. Autre exemple quelque peu différent, le Bénin, où l'on observe une tradition mathématiques qui fait que ce pays, peuplé de moins de 9 millions d'habitants, peut se targuer d'être en Afrique l'un de ceux qui totalisent le plus de mathématiciens en poste dans les plus prestigieuses universités américaines. L'un d'entre eux, Wilfrid Gangbo, est professeur au *Georgia Institute of Technology*, à Atlanta. Nous collaborons depuis plusieurs années et avons initié un projet au Bénin qui s'inscrit dans le sillage d'AIMS-Sénégal. Par conséquent, l'Afrique recèle un très fort potentiel en mathématiques, mais il est temps d'agir. D'où l'importance de l'*Initiative Next Einstein*.

**J.-F. Desessard** - Que pensez-vous de cette initiative lancée par l'AIMS ?

**Cédric Villani** - J'y adhère pleinement. Ce projet a été bâti en effet à partir d'un constat. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes Africains viennent poursuivre leurs études scientifiques en France. Or une fois formés, très souvent ils y restent ou s'installent dans d'autres pays, les mauvaises conditions matérielles, mais aussi parfois un environnement politique difficile, ne les incitant pas à retourner dans le leur. Ainsi le très fort potentiel, no-

tamment en mathématiques, que j'ai évoqué, ne profite quasiment pas aux pays d'Afrique. Avec l'*Initiative Next Einstein*, l'AIMS a décidé de prendre ce scénario à rebrousse-poil en choisissant d'installer en Afrique chaque centre de formation qui sera développé dans le cadre de ce réseau. Ce seront alors les professeurs étrangers qui se déplaceront sur le sol africain pour dispenser leurs cours. Ce long travail permettra ainsi de former une première génération de professeurs qui, eux-mêmes, formeront une seconde génération apte à former les étudiants et ainsi de suite.

**J.-F. D.** - Quels effets positifs en attendez-vous ?

**Cédric Villani** - Un institut comme l'AIMS-Sénégal va générer un flux continu de chercheurs venus de l'extérieur. Aussi, lorsque des étudiants sénégalais, après avoir suivi une formation à l'étranger, reviendront au pays, ils ne se sentiront pas isolés et auront alors la possibilité d'imposer une sélection basée uniquement sur des critères scientifiques. C'est un passage obligatoire pour que l'Afrique puisse prendre véritablement son envol au niveau scientifique. C'est par la théorie qu'il faut commencer pour former les esprits. L'étudiant qui aura suivi un cursus de ce type, lui permettant d'acquérir des compétences cérébrales, pourra ensuite s'adapter quasiment à toutes les thématiques. A travers une assise théorique, il ne s'agit pas de se contenter de former des scientifiques, tâche bien sûr capitale, mais aussi de préparer ceux qui, dès demain, pourront se retrouver aux commandes du développement économique de leur pays, devront s'assurer que les budgets alloués vont dans les bons canaux, ou encore que le développement intellectuel, indispensable à la santé économique d'un pays, se poursuit...■

Contact : Cédric Villani  
Courriel : [villani@ihp.jussieu.fr](mailto:villani@ihp.jussieu.fr)

## Après les « BRIC », les « CIVETS »

**D**epuis longtemps, les pays émergents les plus importants se sont regroupés sous le sigle BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). D'autres pays récemment émergents, dits « moyens », viennent aussi de se regrouper sous le sigle « CIVETS », le nom anglais de la civette, petit animal qui produit le musc, un parfum très apprécié. Sept Etats en font partie : Colombie, Indonésie, Vietnam, Egypte, Turquie, Afrique du Sud. Ce regroupement a comme point commun une population jeune et nombreuse. Deux pays africains atteignent ainsi un niveau élevé dans l'économie mondiale.

Ce qui concorde avec la multiplication d'informations sur l'émergence africaine. Est-ce la découverte d'une situation déjà ancienne, comme le dit Jean-Michel Severino dans cette « Lettre », ou une appréciation positive d'un essor nouveau ? Peu importe. L'important est que cette unanimité perdure et que la croissance actuelle se perpétue. Nous retiendrons ce que disent ou écrivent la Banque africaine de développement, l'APIX (agence pour la promotion des investissements et des grands travaux) au Sénégal, la Francophonie et le cabinet Mac Kinsey.

### ↳ Gisement de croissance

Selon ce dernier, « c'est un gisement de croissance », « à l'aube d'une croissance pérenne ». Cette appréciation figure dans une étude « L'heure des Lions » présentée le 15 septembre à Paris. D'après elle, les matières premières n'auraient contribué que pour 24 % à cette évolution. Elle voit comme « moteur d'une croissance robuste, des politiques macro économiques performantes, l'envolée du Bâtiment et Travaux publics, de la banque, des Télécom et l'émergence d'un marché de consommateurs », les classes moyennes.

Ce n'est pas tout à fait l'avis de la Banque africaine de développement qui, à la même époque, déclare que 80 % des exportations sont des combustibles, des matières premières et des produits agricoles pour une faible part. Elles ont été frappées par la crise en 2008/2009, car elles sont dirigées principalement vers des marchés en crise aussi, américains et européens. Elles ne trouvent pas à se placer sur le continent, dont le commerce interrégional ne représente que 10 % des échanges totaux. Prévisions qui supposent pour se réaliser la poursuite de la reprise mondiale et le maintien des prix des matières premières. Dans un continent en croissance prévue de 4,5 % en

2010 et 5,2 % en 2011, les régions ne sont pas au même niveau. L'Est vient en tête avec plus de 6 %, suivi du Nord et de l'Ouest (5 %) et 4 % au Centre et au Sud, qui ont été particulièrement touchés en 2009.

Enfin en septembre à Genève, en marge du Sommet des chefs d'Etat des pays francophones, s'est tenue une conférence sur la francophonie et l'économie. Elle a tenu compte, elle aussi, du consensus sur la réalité de l'émergence économique africaine.

### ↳ L'investissement africain

En dehors de ces appréciations générales, dans les Etats apparaissent ce qui ressemble à un boom économique. Dans des villes comme Dakar, on constate un immense potentiel de consommation, grâce à la progression des classes moyennes - employés, cadres, banquiers, chefs d'entreprises - qui s'accompagne d'une montée dans les cimenteries, le bâtiment et la construction. Les investissements ne sont plus le seul fait des étrangers. Au Sénégal, de 2006 à 2008, les investissements productifs sénégalais ont représenté 59 % contre 41 % pour ceux d'autres origines, africaines et hors continent.

Cette euphorie à propos de l'Afrique, s'inscrirait dans une euphorie mondiale, si la croissance du commerce international progressait de 13,5 points, comme le prévoit l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ces relations ayant repris plus rapidement que prévu, après la crise. Et ce sont les pays émergents et les pays en développement, qui entraînent l'ensemble avec 16,7 % contre 11,5 % pour les pays industriels. Il faut se rappeler qu'en 2009 ce commerce avait enregistré une baisse de 12,2 %. Si ces prévisions se réalisent ce serait l'expansion la plus rapide enregistrée depuis 1950. Ces pourcentages sont basés sur les résultats du premier semestre 2010 et tiennent compte d'un ralentissement au second, surtout dans les pays développés.

S'il faut se réjouir, il n'y a pas lieu de pavoiser, car ces bonnes nouvelles, réelles, résultent d'une globalisation des chiffres. C'est ainsi que l'Afrique est le continent où le taux de progression de la scolarité est le meilleur... mais d'où partait-il ? Etant donnée la diversité de l'Afrique noire, toutes les niches à pauvreté, encore existantes, vont se manifester pour que les responsables, en Afrique et ailleurs, ne les oublient pas. ■

**Robert Ginésy**

## Un langage nouveau

**A** l'initiative de l'Assemblée Nationale et de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) un colloque s'est tenu le 24 juin 2010 sur le thème « **La Francophonie en Afrique : quel avenir ?** », une question ouverte alors que le nombre de francophones augmente et que la place du Français dans les instances internationales serait plutôt en recul.

Après une introduction sur les interrogations suscitées par l'évolution du monde, quatre tables rondes ont porté sur :

- Le Français, une langue d'avenir pour l'Afrique ?
- Les enjeux institutionnels de la Francophonie en Afrique
- Dix ans après la déclaration de Bamako : Où en est la promotion de la démocratie, la prévention des conflits et le soutien à l'état de droit et aux Droits de l'Homme ?
- Un désengagement de la France en Afrique ?



### Billet Europe - Afrique

#### Un nouveau partenariat Europe - Afrique sur les énergies renouvelables

**A** côté de la coopération engagée dans le cadre du Fonds Européen de développement entre l'Union Européenne et les pays ACP signataires de la Convention de Cotonou, l'Union Européenne mène des actions de partenariat avec l'Union Africaine dans des domaines spécifiques.

Un programme de coopération au titre du partenariat pour l'énergie a été annoncé le 14 septembre, assorti d'un financement de 5 millions d'Euros pour une période initiale de 3 ans. Ce partenariat porte sur le développement d'énergies renouvelables et se fixe trois priorités :

- l'accès à des services énergétiques modernes et durables pour 100 millions d'Africains supplémentaires,
- le doublement de la capacité des interconnexions électriques transfrontalières à l'intérieur de l'Afrique et entre l'Afrique et l'Europe,
- et le doublement de l'utilisation du gaz naturel en Afrique.

Après la facilité financière mise en place dans le domaine de l'eau, l'Union Européenne s'inscrit comme un partenaire de l'Afrique dans des secteurs déterminants pour son développement. ■

**Jean-Loïc Baudet**

A cette dernière table ronde, **Alioune Sall**, Directeur exécutif de l'Institut des Futurs Africains, basé à Pretoria (Afrique du Sud), est intervenu.

Après avoir rappelé l'histoire des relations franco-africaines depuis le début de la cinquième République, il a soutenu l'idée que la politique africaine de la France manquait de cohérence et de lisibilité. Il a également affirmé que la volonté officiellement affichée par le Président Sarkozy de « décomplexer les relations franco-africaines » relevait du trompe-l'œil dans la mesure où sur le plan économique, la France participe, comme d'autres, à la « nouvelle ruée vers l'Afrique ». De même, sur le plan politique, les réseaux franco-africains continuent d'être actifs. Il a, par ailleurs, fait remarquer que l'apparent intérêt de la France pour un désengagement et « une banalisation » de ses rapports avec les pays francophones pourrait porter à laisser croire que la France est maîtresse du jeu.

Or, a-t-il souligné, la France n'est plus la seule protagoniste. Les Africains sont de plus en plus des acteurs majeurs et, ajoute-t-il, les nouvelles élites africaines, économiques et politiques, n'ont plus les mêmes rapports avec l'ancienne puissance coloniale que leurs aînés/prédécesseurs. Ils ont des rapports décomplexés, d'autant que le jeu s'est ouvert avec l'apparition de nombreux acteurs (les pays émergents) et que la France n'a plus les moyens d'une politique impériale. La France officielle ferait donc contre mauvaise fortune bon cœur lorsqu'elle affirme qu'elle veut normaliser/banaliser ses rapports avec l'Afrique.

En réalité, ces nouvelles élites, auraient assez largement contribué à diversifier l'ouverture de l'Afrique au monde et à remettre en cause l'exclusivité de leurs liens avec la France.

Enfin, Alioune Sall a recommandé qu'au-delà du constat, une réflexion prospective soit engagée sur les relations franco-africaines. Un tel exercice pourrait servir à alimenter un dialogue constructif, informé par une appréciation plus fine des enjeux du futur. ■

**Henri Senghor,**  
Membre d'honneur de la CADE

*Note : Raymond Césaire, V-Pdt de la Cade et président d'AROM, qui a également assisté à ces entretiens, en a rendu compte plus largement dans la revue d'AROM du mois de Juin.*

AROM : [www.arom-asso.com](http://www.arom-asso.com)





## L'Afrique noire est-elle maudite ?

Par **Moussa Konaté**, éditions Fayard, 2010, 240 pp.

Certains connaissent Moussa Konaté seulement par ses deux romans policiers, où les crimes en pays dogon ou chez les Bozos sont surtout l'occasion de confrontation entre deux univers, les sociétés « coutumières » et la « rationalité » de la police. L'auteur, éditeur au Mali, entre autres activités, se lance ici dans une réflexion globale sur l'ensemble du continent africain. Appartenant à « la dernière génération de ceux qui ont vu l'administrateur colonial », il cherche à comprendre la situation actuelle en la resituant dans son parcours historique, les civilisations précoloniales, la traite (en soulignant les responsabilités des Occidentaux mais aussi des Arabes et des chefferies africaines), la colonisation et les indépendances.

Il essaye de montrer qu'il existe une constante africaine, la référence aux « ancêtres », à ce qui vient des anciens et à la volonté de maintenir une société fondée sur la cohésion sociale, la solidarité et les hiérarchies. Cette société protège les individus mais aussi les étouffe. Ses caractéristiques expliquent en partie les réseaux clientélistes et les différentes formes de corruption des « élites » actuelles, « la privatisation de la fonction publique ou l'Etat familial ».

Pendant la colonisation, les sociétés africaines ont adopté « la stratégie du hérisson », c'est-à-dire, devant cette dure agression externe, essayer de maintenir en profondeur les valeurs de cette culture, tout en passant des compromis, comme par exemple, en envoyant certaines catégories sociales à l'école pour essayer de comprendre les raisons de l'efficacité technique des Blancs. Ce qui explique la schizophrénie des responsables politiques et administratifs actuels, coincés entre deux cultures, jouant double jeu avec l'extérieur, avec un écart grandissant entre les discours et les pratiques.

De l'intérieur, Moussa Konaté montre tous les aspects positifs d'une société solidaire et cohérente, mais en dénonce aussi les dérives et les formes de domination : la soumission et l'absence d'esprit critique qui produisent « la pensée unique », la place de l'irrationnel (*les marabouts et autres sorciers devenus les gestionnaires des angoisses*, p.151), la domination des femmes par la polygamie et l'excision (pp. 152 à 163), et son intériorisation par les femmes elles-mêmes, les barrières invisibles des divisions sociales (castes, descendants d'esclaves...), les limites de la convivialité (*quand la douce chaleur étouffe*), qui débouche sur le « dédoublement dramatique que vivent les Noirs africains dont le mode de vie semble devenir une véritable prison pour l'esprit », la solidarité à la dérive et qui, de plus, freine le développement économique.

Moussa Konaté a également des mots très durs sur la « démocratie fictive », cette démocratie de pacotille qui hypothèque lourdement l'avenir de l'Afrique noire, « la décentralisation à l'européenne ». Pour lui, la responsabilité de l'Occident est importante dans cette dérive : « l'Occident qui prétend défendre la démocratie partout

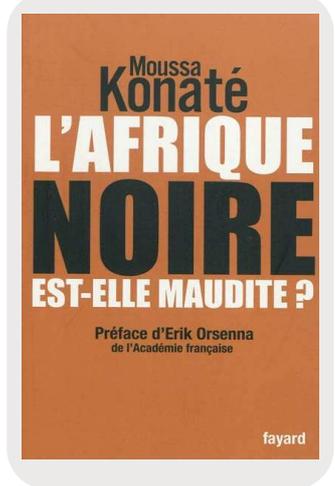
dans le monde, devient, par son ignorance de l'Afrique noire profonde et par sa prétention à imposer son habillage démocratique à tous les peuples de la terre, un soutien aux régimes les plus corrompus ». Il est également très critique sur la faible efficacité de l'OUA/UA et préfère les « structures sous-régionales », surtout si elles renforcent et accélèrent « l'intégration culturelle par la création d'une école nouvelle fondée sur les langues communes ». Car une « école nouvelle » paraît à l'auteur « la seule voie de salut ». Pour le moment, « l'école est demeurée pour l'essentiel coloniale, dans la mesure où elle ne s'est pas attaquée au problème fondamental : comment former des citoyens qui ne soient pas en constant déphasage, voire en contradiction, avec eux-mêmes ». Cette nouvelle école doit s'appuyer sur les langues africaines, « elle doit tenir pour une priorité la formation de millions de jeunes et d'adultes analphabètes et acheminer le savoir jusqu'à eux dans leurs langues, par tous les moyens possibles (radio, télévision, cinéma, théâtre, etc.) ». Et « les arguments contre l'école en langues africaines émanent d'une minorité de privilégiés qui voient dans les langues européennes, dont ils se servent comme d'une rente, le moyen de tenir éloignée du savoir la grande masse de leurs concitoyens et de renforcer leur pouvoir ».

En conclusion, pour Moussa Konaté, l'Afrique noire est condamnée pour survivre à réformer d'urgence son modèle de société, à tenir compte de l'aspiration irrépressible de l'individu à la liberté, « tout en préservant ses traditions de solidarité afin d'éviter de sombrer dans l'individualisme ». Il faut lui reconnaître le droit à l'expression de sa personnalité, le droit de réfléchir et d'exprimer son opinion sur la société, plus particulièrement de libérer la femme, en accordant les mêmes droits qu'aux hommes. « Un bouleversement radical qui soulèvera à n'en pas douter de violentes oppositions ».

C'est un immense effort d'innovation, à partir « des cultures qui leur ont permis de résister », que propose l'auteur, pour réconcilier les Noirs africains avec eux-mêmes et avec le monde, pour dépasser les traumatismes de leur histoire récente, les angoisses, les frustrations, les schizophrénies.

A la fois critique décapant de sa société et utopiste, Moussa Konaté appelle, selon son expression « à un travail titanesque » d'invention et de re-création des sociétés africaines.

On pourra sans doute lui reprocher son approche trop globale (les Africains noirs, en ne prenant pas en compte leur



(Suite de la page 11)

diversité) ou ses analyses un peu trop sommaires (par exemple « la démocratie » ou la décentralisation sont souvent imposées de l'extérieur, restent « de pacotille » et décevantes, mais aussi correspondent à de réelles aspirations, notamment des jeunes et des femmes, qui, comme au Mali et, plus récemment en Guinée, se font tuer pour contester les gouvernements). Mais ses analyses et ses propositions, surtout destinées aux leaders et aux peuples africains, montrent bien aussi les responsabilités occidentales dans les traumatismes africains et la continuité dans l'ignorance des sociétés et la volonté d'imposer ses modèles, de la colonisation à la « coopération » jusqu'au discours de Dakar. Pour une « renaissance de l'Afrique noire », il faut arrêter le « viol de l'imaginaire », selon l'expression de sa compatriote Aminata Traoré, le déni des faces sombres de notre histoire, le soutien aux dictateurs et se contenter d'accompagner, modestement, la réflexion et les initiatives africaines. ■

**Dominique Gentil**



## Agenda de la Cade

**Rencontres-débats  
de 17 h 45 à 19 h 45**

**A la Région Île-de-France - amphithéâtre DELOUVRIER :**

- **Mardi 19 octobre 2010 : Cycle II :** « La libération de la capacité d'entreprendre en Afrique »  
« **Comment améliorer les relations entre entreprises étrangères et PME locales en Afrique** », avec : **Alain Viry**, président du Conseil de Surveillance du Groupe CFAO, vice président du Comité Afrique du MEDEF; **Céline Carlier**, responsable Afrique – UNODI; et **Patrick Sevaistre**, directeur général du cabinet Partenariats & Stratégies. Animation : **Roland Portella**, administrateur de la CADE, directeur de Central business Leaders.

**A l'ENA - amphithéâtre PARODI**

- **Mercredi 10 novembre 2010 :**  
« **Immigration et littérature** ».  
Cycle I : « Que peuvent les productions littéraires africaines ? »



- **Judi 16 décembre 2010**  
« **Les entreprises africaines dans la globalisation** »  
Cycle II : « La libération de la capacité d'entreprendre en Afrique »

Inscription conseillée sur le site de la CADE : [www.afrique-demain.org](http://www.afrique-demain.org)



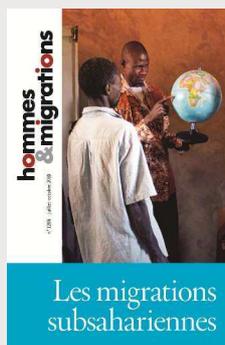
### Evènement

- **GRDR, 40 ans d'aventure humaine**

Les **19 et 20 novembre 2010** à la Cité Nationale d'Immigration à partir de 13h00.

Tables rondes, expositions, défilé de mode de créateurs africains en France et échanges directs avec des associations de migrants : ces rencontres vous proposent un autre regard sur les migrations.

Pour en savoir plus : [communication@grdr.org](mailto:communication@grdr.org)



### « L'Afrique en mouvement »

Conférence – débat :

- **Mardi 12 octobre 2010** à 18 h. Amphi n° 6 de l'Université du Havre.  
« **La décolonisation en Afrique Francophone** », avec **Georges Courade**, géographe, directeur honoraire de recherche à l'IRD, vice-président de la CADE.

**Partenariat** avec le CRDP de Rouen et l'Université du Havre

Vous pouvez télécharger l'intégralité des fiches pédagogiques réalisées à partir des 9 conférences données à l'Université du Havre dans le cadre « *L'Afrique en mouvement* » sur les sites ci-dessous :

CDRP de Haute-Normandie : <http://crdp.ac-rouen.fr/crdp76/>

CDDP de Seine-Maritime : <http://cddp76.ac-rouen.fr/>

CADE : <http://www.afrique-demain.org>



### Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade, Xavier de Franssu - Secrétaire générale : Claudie Lasserre  
Trésorier : Philippe Mathieu

#### La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Robert Ginésy,

Michel Levallois, Philippe Mathieu,

Denyse de Saivre, Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Mise en page et maquette : Sara Valdés Desessard

Crédits photos RD : J. B. Simonin

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél.: 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : [cade@afrique-demain.org](mailto:cade@afrique-demain.org)

Site : [www.afrique-demain.org](http://www.afrique-demain.org)

Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290581X

### Abonnement à La Lettre de la CADE :

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Courriel .....

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 55 €  
Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

### Copyright :

Le contenu de *La Lettre* est libre de droits pour des usages non commerciaux, à la condition de citer la source (CADE) et de ne pas modifier le texte.